

POUR DES MILIEUX DE VIE DE QUALITÉ À MONTRÉAL

LA COALITION MONTREALAISE DES TABLES DE QUARTIER regroupe 32 Tables de quartier de l'Île de Montréal. La CMTQ profite de la campagne électorale pour partager certaines préoccupations et **DEMANDER AUX CANDIDATS ET CANDIDATES DE S'ENGAGER AFIN DE FAIRE DE NOS QUARTIERS DES MILIEUX DE VIE INCLUSIFS, SOLIDAIRES ET RÉSILIENS**. Par ses décisions et politiques publiques, le Gouvernement du Québec peut avoir un impact positif sur la qualité de vie de la population.

8 ENGAGEMENTS PRÉCIS DE LA PART DES CANDIDATS ET DES CANDIDATES



INVESTIR MASSIVEMENT DANS LE DÉVELOPPEMENT DE LOGEMENTS SOCIAUX

Le principal problème de la crise du logement à Montréal concerne l'abordabilité de ceux-ci. Il est inacceptable que se loger à Montréal soit inaccessible pour plusieurs personnes. Afin de favoriser une réelle mixité sociale et afin de contrer la gentrification, il faut privilégier une stratégie permettant la construction de logements hors du marché privé et qui offrent des milieux de vie solidaires et pérennes. L'abordabilité doit être définie non pas selon le prix moyen du marché privé, mais bien selon la capacité financière des ménages. Seuls les logements sociaux offrent cette garantie.

ENGAGEMENTS DEMANDÉS :

- **Réaliser les unités de logements** déjà engagées dans **AccèsLogis** et promettre de poursuivre et de **bonifier le programme**;
- **Enclencher un grand chantier de 50 000 logements sociaux** en 5 ans;
- **Nommer un ministre responsable de l'Habitation** et **adopter une politique en habitation**.

(La CMTQ appuie les demandes du FRAPRU à propos d'AccèsLogis, du grand chantier et de la politique en habitation.)



SOUTENIR FINANCIÈREMENT LES RESSOURCES EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES QUARTIERS ET DÉVELOPPER UN PROGRAMME UNIVERSEL D'ALIMENTATION SCOLAIRE

La crise sanitaire a amplifié les inégalités sociales et la crise inflationniste qui a suivi a aggravé la situation. Consacrant une grosse part de leurs revenus à se loger, plusieurs ménages ont de la difficulté à se nourrir. Cette situation a un impact important sur la santé de ces personnes. Pensons entre autres à la réussite scolaire des enfants. Un portrait de la situation actuelle indique que les organismes de quartier à Montréal ont du mal à faire face à la demande et connaissent un problème de pénurie de main-d'œuvre. Le soutien aux organismes de quartier n'est pas suffisant pour faire face aux enjeux.

ENGAGEMENTS DEMANDÉS :

- **Assurer un soutien financier stable et adéquat pour les organismes en sécurité alimentaire** qui travaillent avec des populations vulnérables;
- **Mettre en place un programme universel d'alimentation scolaire**, comme cela est le cas dans tous les autres pays du G7.

(La CMTQ appuie les demandes du Collectif Québécois de la Coalition pour une saine alimentation scolaire.)



METTRE EN PLACE UNE TARIFICATION SOCIALE EN TRANSPORT EN COMMUN

Se déplacer est un besoin essentiel pour tout le monde. Or, devant le coût élevé du transport en commun et la crise inflationniste actuelle, plusieurs personnes n'ont pas les moyens d'utiliser le transport en commun, ce qui limitent leur accès aux services de santé, en éducation, aux loisirs, et est un frein à l'employabilité. Cette situation augmente l'exclusion sociale des personnes à faible revenu.

ENGAGEMENT DEMANDÉ :

- **Financer de façon substantielle et récurrente la mise en place et la pérennisation de mesures de tarification sociale** basée sur le revenu dans le transport en commun afin d'offrir aux ménages à faible revenu une réduction d'au moins 50% sur les tarifs de transport collectif.

(La CMTQ est membre du Mouvement pour un transport public abordable et appuie les demandes de la Coalition nationale pour la tarification sociale en transport.)



SÉCURITÉ URBAINE : INVESTIR DE FAÇON RÉCURRENTÉ DANS LE TRAVAIL DE PRÉVENTION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

Devant les cas de violence urbaine qui se sont multipliés, plusieurs investissements ont été effectués dans l'augmentation des interventions et des effectifs policiers. En comparaison, les sommes investies dans le travail de prévention des organismes communautaires auprès des jeunes et des familles sont loin d'être suffisantes. Pourtant, nous savons qu'une partie importante des solutions face à ce problème réside dans la prévention, l'éducation, le vivre-ensemble – enjeux sur lesquels travaillent les organismes communautaires. Ces organismes vivent aussi des problématiques de rétention du personnel.

ENGAGEMENTS DEMANDÉS :

- **Augmenter les sommes investies dans les organismes communautaires à la hauteur des sommes investies dans la répression de façon récurrente afin de pouvoir agir sur le long terme;**
- **Amplifier la concertation** entre les administrations publiques, les corps policiers et les organismes communautaires.



DONNER À LA VILLE DE MONTRÉAL LES MOYENS NÉCESSAIRES POUR FAIRE FACE AUX DÉFIS ACTUELS EN PERMETTANT LA DIVERSIFICATION DE LEURS SOURCES DE REVENUS ET EN AUGMENTANT LES INVESTISSEMENTS GOUVERNEMENTAUX SUR CERTAINS ENJEUX SOCIAUX

En tant que métropole, Montréal fait face à de multiples enjeux sociaux. Le fait de compter sur des revenus axés principalement sur l'impôt foncier ne permet pas à la Ville de se doter de tous les budgets pour agir sur certaines problématiques et, de surcroît, amplifie la crise locative et les inégalités sociales.

ENGAGEMENTS DEMANDÉS :

- **Adopter des orientations permettant la diversification des sources de revenus** afin de diminuer la dépendance à l'impôt foncier, tout en excluant la voie des taxes régressives qui ne ferait que creuser les inégalités sociales.
- **Reconnaître les enjeux particuliers de la métropole et en tenir compte dans les investissements sur certaines problématiques sociales à Montréal;**
- Plus spécifiquement, sur la question de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, **accorder une forte augmentation du budget de l'Entente administrative entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal.**



CONTRIBUER À SOLUTIONNER LA CRISE DE L'ACCÈS À DES LOCAUX ABORDABLES POUR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

L'inflation du coût du foncier affecte les organismes communautaires qui subissent une augmentation des coûts du loyer et qui y consacrent une part importante de leur budget au détriment de la mise en œuvre de leur mission. Le milieu montréalais est déjà en action depuis quelques années afin de trouver des solutions à cette problématique. Pour les organismes qui souhaitent devenir propriétaires, nous avons contribué, avec Centraide du Grand Montréal et plusieurs partenaires privés, à mettre en place l'Initiative immobilière communautaire du Grand Montréal. Nous avons également publié un guide pratique pour soutenir les organismes qui souhaitent devenir propriétaires. Il reste cependant beaucoup de mesures à mettre en place pour soutenir les nombreux organismes locataires qui subissent cette crise. Le Gouvernement du Québec a la responsabilité de garantir des locaux abordables aux organismes communautaires.

ENGAGEMENTS DEMANDÉS :

- **S'impliquer auprès des acteurs montréalais dans la recherche de solutions pour favoriser l'accès à des locaux abordables** que ce soit en investissant dans les fonds d'acquisition existants, en facilitant la reconversion de bâtiments publics pour des espaces dédiés aux organismes communautaires ou en absorbant une partie des coûts des loyers par le biais des subventions à la mission;
- **Faciliter le transfert de bâtiments publics**, dont ceux inutilisés par le Centre de services scolaires de Montréal, à des organismes communautaires **en adoptant des orientations en ce sens et en mettant la Société québécoise des infrastructures à contribution** pour déployer les conditions favorisant la reprise de ces bâtiments.



REHAUSSER ET INDEXER LE FINANCEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

Les organismes communautaires sont au cœur des actions collectives visant l'amélioration des conditions de vie dans nos quartiers. Sans ces organismes, les actions n'auraient pas la même ampleur, ni le même impact. Le filet social et la solidarité dans la communauté seraient fragilisés. Voilà pourquoi il est essentiel de consolider le soutien aux organismes communautaires.

ENGAGEMENTS DEMANDÉS :

- **Augmenter de 460 millions le financement à la mission globale**, et ce, dès le budget 2023-2024;
- **Indexer annuellement les subventions** selon le coût de fonctionnement pour tous les secteurs;
- **Favoriser le respect de l'autonomie des organismes**, notamment en rendant prescriptive la Politique de reconnaissance de l'action communautaire, par exemple en instaurant une loi.

(La CMTQ appuie ces revendications de la campagne Engagez-vous pour le communautaire.)



SOUTENIR LE TRAVAIL EN DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS DANS LES QUARTIERS MONTRÉLAIS

La crise sanitaire a mis en lumière l'importance du rôle stratégique des Tables de quartier dans la concertation en développement social dans les quartiers de Montréal. Elles ont été des interlocutrices de premier plan des arrondissements et des CIUSSS lors de la crise afin de rejoindre et travailler auprès des populations plus vulnérables et isolées. Ces structures contribuent au développement de communautés solidaires et inclusives en rassemblant les différents acteurs d'un quartier, y compris des citoyen·es, pour agir sur les conditions de vie de la population. Ce pouvoir d'agir des communautés est d'ailleurs un des déterminants de la santé.

ENGAGEMENTS DEMANDÉS :

- **Contribuer aux concertations dans les quartiers, reconnaître et soutenir les tables de quartier;**
- **Prioriser le développement des communautés en tant qu'axe stratégique du gouvernement dans ses différentes politiques et dans la réduction des inégalités sociales.**

DES ASSEMBLÉES PUBLIQUES AVEC LES CANDIDATS ET CANDIDATES AUX ÉLECTIONS ORGANISÉES PAR LES TABLES DE QUARTIER

Les Tables de quartier œuvrent à l'amélioration des conditions et du cadre de vie des populations locales. Pour ce faire, elles rassemblent les forces vives du quartier (communautaires, institutionnelles, économiques, etc.) et les citoyen·es pour établir un portrait des enjeux du quartier et convier la communauté à passer à l'action sur différents enjeux.

LES TABLES DE QUARTIER contribuent à la vie démocratique en organisant des **ASSEMBLÉES PUBLIQUES DANS LES QUARTIERS DURANT LES ÉLECTIONS 2022**. La population est conviée à venir échanger avec les candidats et candidates des différents partis. Ces assemblées permettront d'aborder notamment les sujets présentés dans cette plateforme.

**POUR PLUS D'INFORMATIONS, ON PEUT SUIVRE LA
COALITION MONTRÉLAISE DES TABLES DE QUARTIER :**



LACMTQ